Point de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, à Vilnius le 7 septembre 2013.

2013-09-07

* Intervention du ministre devant la presse, le 6 septembre

Je viens de Saint-Pétersbourg où nous avons discuté de beaucoup de choses, en particulier de la Syrie. Je vais maintenant rejoindre mes collègues européens puisque nous avons plusieurs sujets notamment la Syrie, pour examiner ensemble le massacre chimique du 21 août et les conséquences à en tirer. De même, notre collègue américain vient demain matin pour aborder le même sujet avec nous, mais nous tenions à en parler entre Européens. Je suis sûr qu'après la réunion, nous aurons davantage de choses à vous dire.

Q - Et sur l'Iran ? Ouverture, début des pourparlers ?

R - L'Iran n'est pas à l'ordre du jour. L'Iran a désigné son représentant pour la discussion, le ministère des affaires étrangères. Il est prévu que Mme Ashton, qui discute pour notre compte, voit son homologue au moment de l'Assemblée générale des Nations unies.

Moi-même, je verrai le ministre des affaires étrangères, que j'ai eu au téléphone l'autre jour, à l'Assemblée générale des Nations unies.

Q - Monsieur le Ministre, faut-il attendre le rapport des inspecteurs avant qu'une action militaire ne soit peut-être lancée ?

R - Il y a évidemment un rapport des inspecteurs, et c'est une chose utile ; François Hollande et Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations unies, en ont discuté ce matin lors d'un entretien. Le problème du rapport, c'est qu'il porte, d'après ce qui nous a été précisé, sur la question de savoir s'il y a eu un massacre chimique ou non. Mais cela, maintenant, tout le monde le dit, y compris ceux qui au départ niaient cette attaque chimique. On a entendu, hier puis ce matin, les Russes, les Iraniens, et même les Syriens, qui niaient au début, convenir que ce massacre chimique a eu lieu. Et les inspecteurs vont répondre à une question dont tout le monde connaît la réponse.

Mais l'autre question, qui est évidemment déterminante et sur laquelle, nous, nous avons des preuves, est celle de savoir qui a commis ce massacre chimique. Ils ne sont pas chargés

d'enquêter là-dessus, donc vous voyez le problème. Beaucoup de gens disent qu'il faut attendre le rapport des inspecteurs, mais il y a un grand risque d'être déçu s'ils répondent à une question dont tout le monde connaît la réponse, mais pas à la question qui est en litige, voilà la difficulté.

* Intervention du ministre devant la presse, le 7 septembre

Q - (à propos du rapport des inspecteurs)

R - C'était une bonne réunion. Elle a donné lieu à une déclaration à l'unanimité par Catherine Ashton, qui soutient la démarche que nous avons engagée. Dans cette déclaration, un hommage particulier est rendu à l'action de François Hollande lorsqu'il a dit qu'il fallait réagir et qu'il ne pouvait laisser ce crime impuni mais, en même temps, il est dit qu'il fallait attendre le rapport des inspecteurs. Je pense que le fait que l'Europe soit ensemble est une bonne chose. Mon collègue allemand vous dira dans un instant sa décision très importante de rejoindre le communiqué qui a été signé hier par 11 pays sur 20, les plus grands pays ; donc l'Allemagne rejoint notre position.

Q - Il y a d'autres pays qui rejoignent le texte ? C'est rigoureusement le même texte ?

R - Les Allemands annonceront, et c'est à eux de le faire, qu'ils rejoignent la position qui a été adoptée hier.

Q - Il y a d'autres pays ?

R - Non parce qu'il s'agit de pays qui faisaient partie du G20.

Q - Est-ce qu'il y a une imputation des attaques chimiques à un gouvernement quelconque ?

R - Oui. Dans la déclaration qui sera faite par Mme Ashton, il est dit que toutes les indications convergent vers le fait que le régime est responsable. C'est une bonne déclaration.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 10 septembre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188944-point-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres